

Compte rendu du déjeuner du CETF

Avec Jim Dratwa, Directeur du Groupe d'éthique et de nouvelles technologies de la Commission & Conseiller du Président Juncker

10 décembre 2018

Le 10 décembre, les membres du Cercle Europe et Technologies du Futur ont reçu Jim Dratwa, Directeur du Groupe d'éthique et de nouvelles technologies (GEE) de la Commission et Conseiller spécial du Président Juncker sur les enjeux d'éthique.

Ces échanges ont permis aux membres du CETF de mieux appréhender ce que seront les futures lignes directrices sur l'éthique de la Commission européenne. Ces dernières seront présentées le 17 décembre prochain pour être soumises à commentaires jusqu'en janvier. Après examen des recommandations, la Commission et ses experts finaliseront le document en début d'année prochaine.

Le Groupe éthique de la Commission européenne a été établi sous Jacques Delors dans l'optique d'appréhender des sujets sociétaux sous un angle éthique. Depuis deux ans, les experts du Groupe travaillent sur les questions d'IA. Ce dossier est complexe car il enchevêtre des enjeux sociétaux et techniques.

La Commission européenne n'était pas préparée pour travailler sur l'IA. La demande est arrivée par le Parlement européen, via le rapport de Mady Delvaux sur l'IA et la robotique. Jusqu'alors, la Commission suivait une approche de soutien à la recherche par le biais d'investissements ciblés, mais jamais elle n'avait pensé l'IA sous l'angle sociale et éthique.

Face à l'engouement de la société civile pour le sujet et sur demande du Parlement, Jean-Claude Juncker a chargé le Groupe éthique de la Commission de se saisir du sujet et de proposer des grandes orientations en vue d'un débat plus ouvert sur l'IA. Une fois son rapport publié et après plusieurs mois de travaux adjacents au sein des diverses Directions Générales (DG CONNECT, DG JUST, DG EMPL...), l'exécutif a pu présenter en avril 2018 sa stratégie européenne sur l'IA. Stratégie qui se subdivise en trois priorités politiques : les investissements, l'emploi et l'éthique.

Les recommandations du GEE

Deux points essentiels ressortent des recommandations du groupe de la Commission. Le premier, c'est que l'UE doit lancer, comme l'a ensuite fait la Commission, un grand débat européen sur ce qu'est l'éthique dans l'IA. Le second, est d'avoir une réflexion approfondie sur les grands principes régissant l'IA. Pour Jim Dratwa, c'est sur la base de ces grands principes que les lignes directrices sur l'éthique devront être développées.

Le tableau étant posé, la Commission souhaite désormais mobiliser les parties prenantes et inviter les citoyens à un grand débat démocratique pour comprendre quelles sont leurs inquiétudes, attentes et demandes. C'est notamment pour cela que la Commission a établi diverses plateformes de débats telles que la Plateforme EU AI ou l'Alliance pour l'IA, et soumettra les futures lignes directrices sur l'éthique dans l'IA à une consultation publique.

Avec les récentes annonces de la Commission, il se confirme que pour le moment aucune initiative législative contraignante de type réglementaire (ou directive) ne sera présentée. La Commission estime qu'en l'état actuel, l'IA peut être encadrée par un large arsenal de textes, comme le RGPD, le règlement sur la sécurité des produits ... Cette position n'est pas partagée par les membres du CETF, qui estime qu'il faut dépasser cette vision et avoir une meilleure visibilité stratégique. Le RGPD ne doit pas être l'outil d'encadrement de l'IA.

Quelle culture éthique et quelle philosophie ?

La Commission a conscience que les Etats sont confrontés à de vrais choix politiques et éthiques. C'est pour cela qu'elle essaye de faire le pont entre toutes les réflexions européennes en cours afin de définir une vision globale européenne. Des choix devront être faits. Cette vision se reflète notamment dans le plan d'action présenté le 7 décembre.

En outre, des réflexions se tiennent partout dans le Monde, la Commission est notamment en échanges avec le Canada et le Japon, car ces deux pays partagent globalement la même vision que l'UE. Un suivi des avancées chinoises et de choix politiques américains est bien effectué, afin d'aider l'UE de se positionner, mais aussi afin de créer des synergies avec d'autres régions du globe.

Une chose reste certaine, la Commission veut garder de la flexibilité dans sa définition de la notion d'éthique afin de permettre aux Etats membres de protéger leurs visions nationales liées à leurs cultures. De manière imagée, la Commission présenterait le squelette de la politique européenne en matière d'éthique, et les Etats membres lui donnerait corps.

Quelle supervision de l'IA ? nationale ? européenne ? internationale ?

Cette question est au centre des réflexions actuelles. Pour le moment il n'existe pas de supervision internationale. En effet à l'ONU, le sujet ne fait pas consensus car plusieurs agences aimeraient obtenir le lead. Et des Etats comme la France et le Canada plaident pour une agence internationale indépendante qui serait basée à Montréal. En Europe, le débat se cristallise en deux questions spécifiques : doit-on mettre en place une agence européenne ou, au contraire, confier le sujet IA à une entité déjà existante ?

Quelle transparence pour les algorithmes ?

La question de la transparence est un vrai sujet pour le GEE et la Commission. Selon Jim Dratwa, la notion de transparence doit être décortiquée pour savoir si l'on doit parler : de transparence des technologies, de transparence des données, de transparence des algorithmes ou encore de transparence de la prise de décision des IA. Une vraie réflexion européenne doit être lancée.

Cette question sera tranchée quand l'on aura réussi à répondre à une question sous-jacente : quel niveau d'exigence attend-t-on d'une IA ? Peut-on accepter que l'IA soit biaisée ? Si oui, sous quelles conditions ?

Certains membres du Cercle ont reconnu que l'Homme n'est pas impartial et que l'erreur est humaine. Or, pour l'IA qui n'est pas humaine, l'erreur ne peut être admise. Son biais doit donc être contrôlé.

L'enjeu de la mobilité autonome

De nombreux participants s'intéressent aux problématiques que soulève la mobilité connectée et autonome. Jim Dratwa, a reconnu qu'il s'agissait là d'un véritable débat de société qui passionne les foules. La Commission a entamé une réflexion depuis près de deux ans. Elle présentera l'année prochaine un rapport sur le cadre éthique des véhicules autonomes.

Le débat est ouvert sur le sujet, la Commission n'a pas encore tranché sur sa philosophie et n'arrivera sûrement jamais à résoudre le « dilemme du tramway ».

Pour Jim Dratwa, il faut dépasser le débat de : « quelle éthique ? », « A qui donner la priorité ? » ... En s'intéressant davantage à la notion d'éthique en tant que telle. Selon lui, l'éthique n'est pas déterminée par avance. La technologie ouvre donc le champ de détermination. D'où l'importance de mener un grand débat de société (ou chaque citoyen et secteur d'activité à la parole), et de laisser des experts philosophes trancher.
